

Gestion des digues de la Loire moyenne

Johnny Cartier

SLBLB

16 juin 2016



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

www.centre.developpement-durable.gouv.fr

La compétence Gemapi

Origine : loi MAPTAM + loi Notre

Objectif : favoriser la structuration d'une maîtrise d'ouvrage territoriale et la vision stratégique à l'échelle des bassins versants

Forme : compétence ciblée et obligatoire

Contenu :

- l'aménagement d'un bassin versant ou d'une fraction de bassin versant hydrographique
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Echéance : mise en place au ~~1^{er} janvier 2016~~ -> 1^{er} janvier 2018

Paysage des digues avant la loi MAPTAM

- Plus de 8000 km de digues
- 20 % des digues **sans gestionnaire connu**
- 1/3 des digues **sans propriétaire connu**
- **Plus de 1000 gestionnaires**



Objet de la réforme :

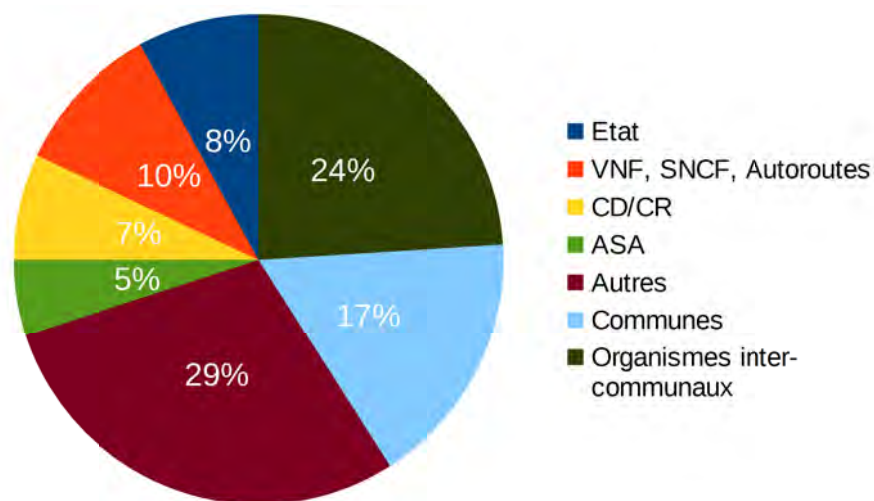
- Pas de digue sans gestionnaire
- Des gestionnaires « professionnels » donc moins nombreux



Répartition des linéaires de digues par gestionnaires et par classe

	Part du linéaire	Collectivités territoriales	Syndicats intercommunaux	Etat	Autres	
Classe A	344 km	4%	21%	26%	53%	0%
Classe B	2413 km	27%	27%	26%	13%	34%
Classe C	3807 km	43%	25%	23%	4%	49%
Classe D	2332 km	26%	29%	14%	0%	57%
Total	8896 km	100,00%	25%	22%	7%	46%

Données SIOUH 2013



Loi MAPTAM : qui est l'opérateur de la compétence Gemapi?

- a minima : les EPCI à fiscalité propre
- transfert ou délégation possible à :
 - un syndicat mixte
 - un EPTB
 - un ou plusieurs EPAGE, ce qui facilite la gestion au niveau d'un sous-bassin

Nécessité d'un bon niveau de compétence technique et pérennité des capacités financières.

La compétence GEMAPI

La mise à disposition des ouvrages

Article 58 de la loi MAPTAM : les ouvrages existants qui peuvent contribuer à la constitution de systèmes de protection contre les inondations et les submersions sont **mis à la disposition des EPCI si ceux-ci en ont besoin : des modalités différentes selon qu'il s'agit de gestionnaires actuels publics ou non.**

Le périmètre mis à disposition doit être suffisant pour établir le système de protection, permettre son entretien et assurer sa surveillance, y compris en crue

Mise à disposition des digues

- digues appartenant à une personne morale de droit public et achevées avant le 28/01/2014
- gratuité + convention
- d'ici le 1^{er} janvier 2020 en général, d'ici le 28/01/2024 pour les digues gérées par l'État et ses EP

Mise à disposition d'autres ouvrages contribuant à la protection

- ouvrage ou infrastructure qui n'a pas exclusivement pour vocation la prévention des inondations et submersions appartenant à une personne morale de droit public si de nature à contribuer aux systèmes d'endiguements
- **pas de mise à disposition si incompatibilité** avec la fonctionnalité de l'ouvrage ou de l'infrastructure
- **gratuité et s'il y a lieu compensation financière** au profit du propriétaire ou du gestionnaire de l'ouvrage ou de l'infrastructure + convention
- **responsabilité** liée à la prévention des inondations et submersions transférée à l'EPCI FP compétent

Responsabilités et contours de la gestion de digues

La gestion des digues comprend :

- l'entretien
- le respect de la réglementation OH : définition du système d'endiguement, de la zone protégée, du niveau de protection, actualisation de l'EDD si besoin, dépôt du dossier d'autorisation auprès du préfet
- la surveillance, l'alerte
- l'accord sur les travaux de tiers pouvant avoir une incidence sur l'intégrité des digues

Requiert des compétences techniques solides :

- en matière d'hydrologie et d'hydraulique
- en matière de géotechnique et d'environnement
- en matière d'aménagement du territoire
- Capacité à gérer à long terme un véritable service pour le public
- Un large partage des connaissances au travers de collaborations élargies (AFEPTB, France Dignes, CEPRI, CFBR, SHF)

Calendrier de la prise en gestion des digues domaniales par les EPCI

- d'ici 2018 : propositions d'organisation des collectivités sur la Loire moyenne au préfet coordonnateur de bassin (voir ci après)
- de 2018 à 2024 : gestion par l'État pour le compte des EPCI-FP
- de 2018 à 2020 : mise en place des structures Gemapi, transfert de gestion des digues des autres personnes publiques que l'État ou ses EP
- de 2019 à 2023 : autorisations des systèmes d'endiguements
- 28/01/2024 : transfert de gestion des digues de l'État et ses EP aux EPCI

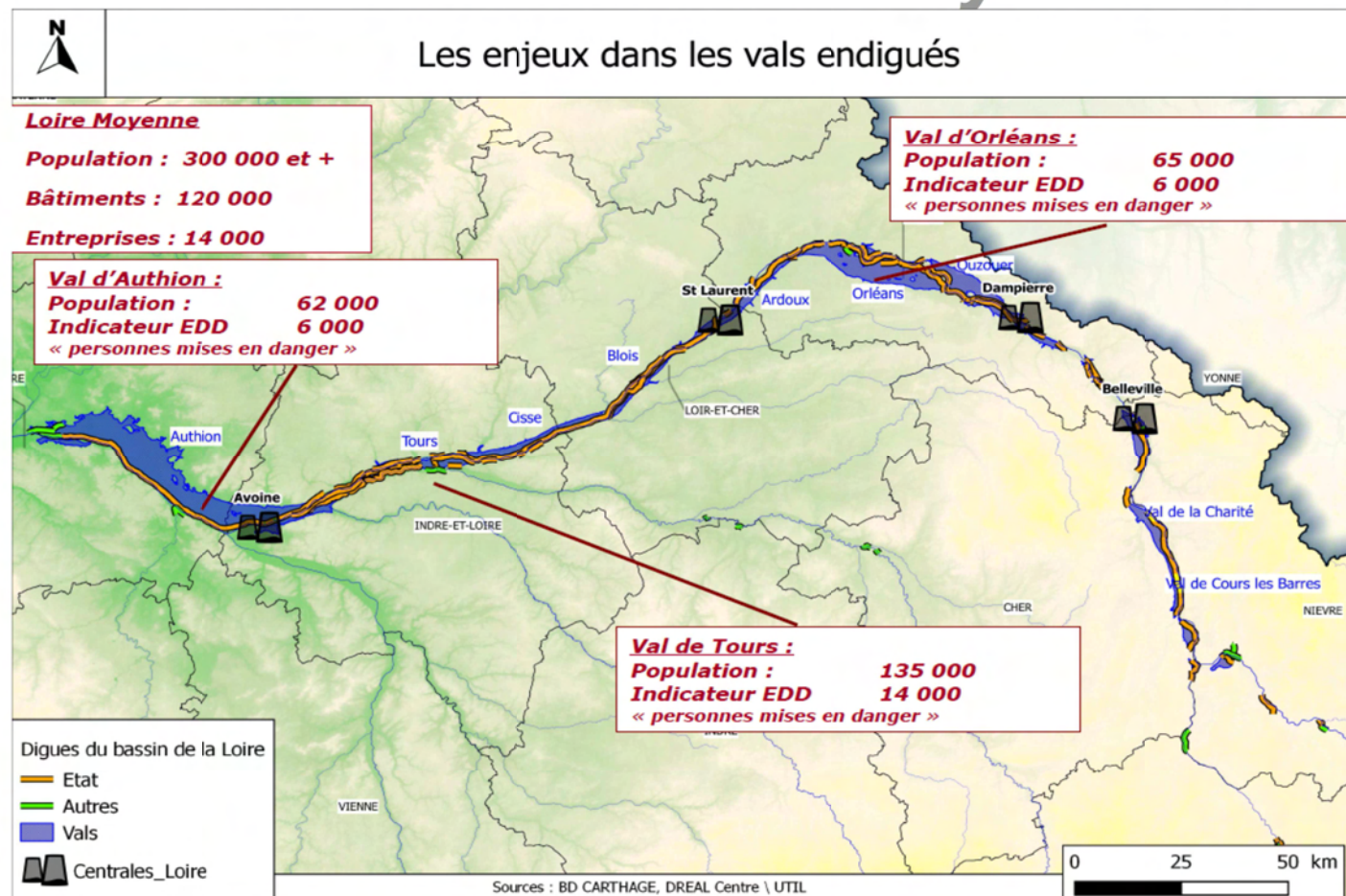
« - d'ici 2018 : propositions d'organisation des collectivités sur la Loire moyenne au préfet coordonnateur de bassin (voir ci après) »

Démarches territoriales dans les territoires ciblés par le Sdage

En application de l'article 57 de la loi MAPTAM, la disposition 12E-1 du Sdage Loire-Bretagne « invite les collectivités territoriales à proposer au préfet coordonnateur de bassin une organisation des maîtrises d'ouvrage pour assurer la compétence Gemapi, dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du Sdage, notamment et plus particulièrement pour les territoires suivants (ces réflexions étant accompagnées par la mission d'appui) »

- (...) **axe Loire moyenne**

Démarche « axe Loire moyenne »



Le SDAGE n'a pas explicité l'objet de la démarche sur la Loire moyenne

→ Question centrale : la gestion des digues

Organiser une réponse à la disposition 12 E1 : proposition d'un groupe de réflexion avec les collectivités initié ce jour

Périmètre : de Bouchemaine au bec d'Allier, le long de l'axe (vals liés)

Deuxième point de l'ordre du jour

- *2.1 - Situation des digues par vals*
- *2.2 - Organisation de la gestion des digues : pistes*



2.2 Quels scénarii d'organisation de la gestion des digues ?



Scénario 1

Chaque EPCI s'organise selon ses souhaits, sur le périmètre qu'il privilégie en découpant au besoin la compétence pour tenir compte des structures existantes notamment ;

→ question : comment assurer la définition de systèmes d'endiguements ; intérêt de la mutualisation possible avec d'autres missions techniques et d'exploitation des EPCI

Scénario 2 et 2 bis

- mise en place de syndicats mixtes (éventuellement d'EPAGE) à l'échelle des vals ;
→ question : comment assure la cohérence d'axe ? quid des vals liés ?
- mise en place de syndicats mixtes (éventuellement d'EPAGE) à l'échelle de regroupement de vals ;
→ comment assurer la cohérence d'axe ?

Scénarios 3 et 3 bis

- mise en place d'un syndicat mixte à l'échelle de l'ensemble du système endigué de la Loire moyenne, éventuellement prolongé au-delà et ayant éventuellement d'autres missions
 - et/ou transfert / délégation (partielle ou complète) à l'EP Loire
- question : quelle gouvernance ? quel partage éventuel avec les EPCI ou autres syndicats de la compétence PI ?

Y a t-il une solution à privilégier ou peut être des solutions différentes selon les systèmes d'endiguements (plus ou moins liés aux autres) ?

Dans tous les cas quel est le meilleur compromis pour assurer dans de bonnes conditions la gestion à terme des digues sur la Loire ?

→ Quels critères d'appréciation ?

Quelques critères d'appréciation ?

- rationalisation des moyens → suppose de préciser les besoins (ingénierie, surveillance, administratif...) selon l'organisation choisie
- adéquation aux périmètres de protection (systèmes d'endiguements cohérents)-> demande de bien préciser les limites des systèmes
- cohérence d'axe (vals liés, aménagement de l'axe Loire)-> implique de bien définir les relations entre les systèmes d'endiguements
- clarté des responsabilités (éviter de trop scinder la compétence) → requiert de bien définir les lignes de partage au sein de la compétence PI
- articulation avec les organisations existantes ou projetées

→ **proposition de creuser ces sujets d'(ici une prochaine réunion plénière en groupe de travail composé des collectivités volontaires et des services de l'État) pour aboutir à une proposition d'analyse avantages inconvénients et contours des différents scénarii**

Structures intervenant sur la Gemapi (axe Loire et affluents)

Département	Nombre d'EPCI sites de digues de l'Etat	Structures de bassin et syndicats de rivière affluents de la Loire hors SICALA et EPTB concernées (à consolider)			
49	6 EPCI (4 en 2017) <ul style="list-style-type: none"> CU Angers Loire métropole, CC Loire Aubance, CC de la Vallée Loire-Authion, CC Loire-Longué, CC du Gennois, CA Saumur Loire développement 	<ul style="list-style-type: none"> Syndicat Layon - Aubance – Louets Syndicat Mixte du Bassin versant de l'Authion et de ses Affluents (issu de 5 syndicats). Entente interdépartementale pour l'aménagement du bassin de l'Authion et la mise en valeur de la Vallée de l'Authion (EIAVA) 	45	11 EPCI (6 en 2017) <ul style="list-style-type: none"> CC du canton de Beaugency CC du Vald 'Ardoux CC du Val des Mauves CA Du Val d'Orléans CC Val Sol CC des Loges CC Val d'Or et Forêt CC du Sullias CC Giennoises CC du canton de Briare CC du canton de Chatillon sur Loire 	<ul style="list-style-type: none"> SI bassin de La Bonnée SI Bassin Loiret et CdC de Sullias SI Bassin du Loiret S.I. des Bassins Cens, Crénolle et Bionne S.I. du Bassin des Mauves et de ses Affluents SM pour l'aménagement du bassin de l'Ardoux syndicat de rivière de la Retrève
37	7 EPCI (5 en 2017) <ul style="list-style-type: none"> CC Chinon Vienne et Loire CC du Pays de Bourgueil CC Touraine Nord Ouest CA Tours Plus CC Est Tourangeau CC du Vouvillon CC du Val d'Amboise CC d'Azay le Rideau 	<ul style="list-style-type: none"> SI Aménagement Cours d'Eau Bassin de l'Authion (SIACEBA) SI de la Choissille et de ses affluents SI d'aménagement de la vallée de l'Indre (SAVI) SI Entretien et Exploitation du Cher Canalisé SIVOM pour l'aménagement et l'entretien du Filet et du Petit Cher SI Entretien et Aménagement de la Brenne et de ses affluents SI Aménagement et entretien de l'Amasse et de ses affluents SI Aménagement Cours d'eau du Bassin de la Roumer 	18-58	5 EPCI (4 en 2017) <ul style="list-style-type: none"> CC Haut Berry Val de Loire CC du Sancerrois CC Berry-Loire-Vauvise CC Portes du Berry entre Loire et Val d'Aubois CC du Pays Charitois 	<ul style="list-style-type: none"> SIVOM Loire Canal SIVOM Belaine et vauvise SM pays de Loire-Val d'Aubois
41	<ul style="list-style-type: none"> CA Blois Agglopolys CC de la Beauce ligérienne CC du Grand Chambord 	<ul style="list-style-type: none"> SI du bassin de la Masse SI de la Tronne SIERA du Bas Cosson SI Beuvron Aval SM du bassin de la cisse 			

EPTB Loire

EPTB Vienne

Conseils départementaux

Illustration : deux exemples de structures de collectivités en charge des digues



Le SYMADREM

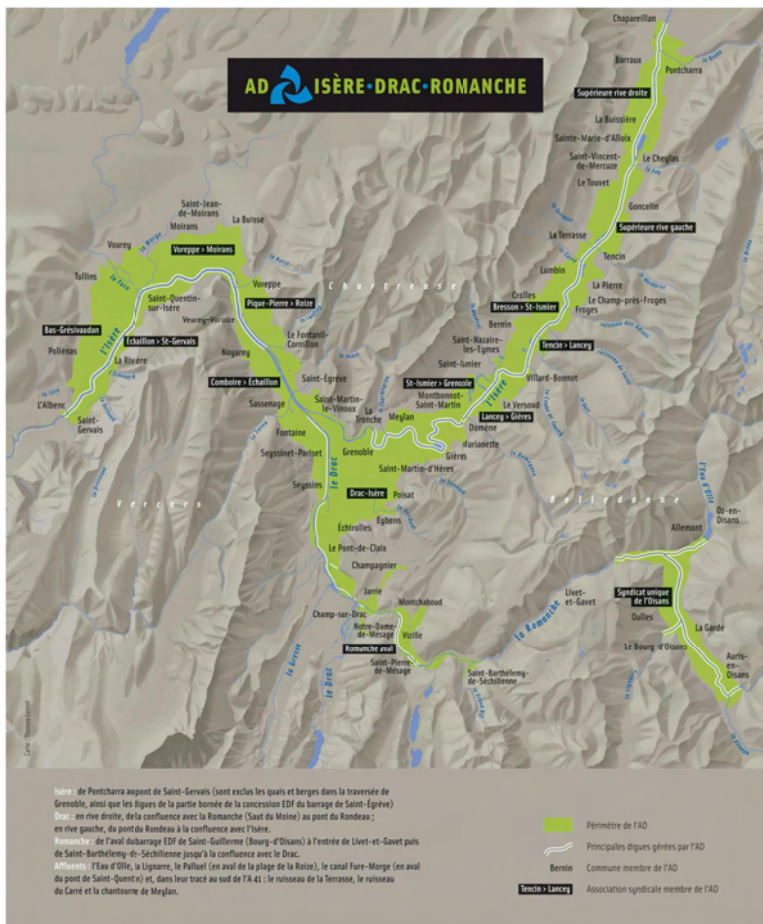
un établissement public composé de 17 collectivités territoriales



16/06/2016

Gemapi Axe Loire moyenne

L'AD Isère Drac Romanche



210 km de digues
10 personnes

AD Isère Drac Romanche regroupe : le département, les communes et les associations syndicales de propriétaires comprises dans le périmètre protégé.

- établissement public à caractère administratif
- maîtrise d'ouvrage des travaux : Symbhi
- l'État gestionnaire de cours d'eau



Merci de votre attention

